

REPUBLIQUE TOGOLAISE

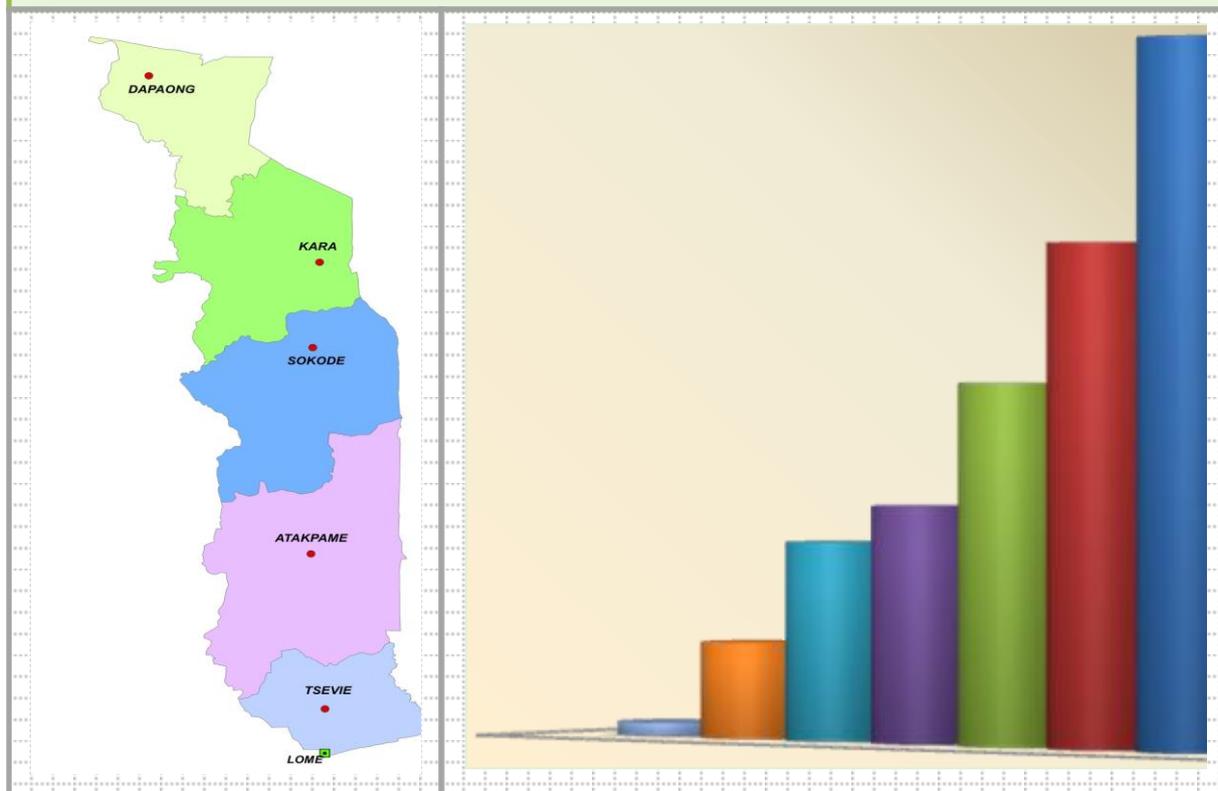


MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES
(INSEED)

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2011

COMPTES DEFINITIFS



Novembre 2015



COMPTES NATIONAUX DU TOGO
2011

COMPTES DEFINITIFS

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

Indicateurs de performance globale de l'économie			
Rubrique	Libellé	2010	2011
Principaux Agrégats (En Milliards de FCFA)			
	Produit intérieur brut (PIB)	1 696,9	1 829,7
	Exportations de biens et services	642,1	796,3
	Importations de biens et services	905,5	1 176,5
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	359,6	507,7
	Consommations finale (CF)	1 594,1	1 740,6
	Épargne brute	254,7	312,2
	Encours de la dette extérieure	260,3	
	Service de la dette extérieure (yc arriérés)	17,3	
	Stock de la dette intérieure	460,2	
Agrégat par tête (En FCFA)			
	PIB/tête	274 079,0	288 689,0
	CF des ménages/tête	216 576,9	221 606,7
	RDB des ménages/tête	245 551,1	230 691,2
Taux de croissance (%)			
	Taux de croissance réel du PIB	6,1	6,6
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	3,8	3,0
	Taux de croissance réel de la FBCF	9,7	35,1
	Taux de croissance réel des Exportations	9,9	19,4
	Taux de croissance réel des Importations	10,0	25,6
Indicateurs de structure et autres taux (%)			
	Part de l'informel dans le PIB (<i>non compris les loyers imputés et services domestiques</i>)	45,7	41,6
	Taux d'investissement	21,6	25,6
	Taux d'épargne	15,0	17,1
	Taux effectif de prélèvement fiscal	16,1	0,0
Prix			
	Déflateur du PIB (%)	0,7	1,3
	Taux d'inflation (IHPC en %)	1,4	3,6
Echange avec l'extérieur (%)			
	Solde balance des biens et services / PIB	-15,5	-20,8
	Taux de pénétration	34,8	39,1
	Propension moyenne à exporter	0,378	0,435
	Propension moyenne à importer	0,534	0,643
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur	91,2	107,8
	Taux de couverture du commerce extérieur	70,9	67,7
	Termes de l'échange	99,1	99,9
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB	-36,4	1,4
	Exportations des biens industriels/Total exportations	69,4	72,4

Indicateurs de performance globale de l'économie			
Rubrique	Libellé	2010	2011
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)			
	Part salariale	30,9	27,2
	Taux de marge	67,9	65,9
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	-18,2	36,2
	Taux d'investissement	28,7	37,9
Indicateurs de comportement et de participation des ménages			
	Propension moyenne à consommer	0,882	0,961
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	44,2	167,1
	Part de la CF dans le PIB (%)	79,0	76,8
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	21,8	17,3
Population			
	Population totale (<i>en millions</i>)	6,191	6,338
	Taux de croissance démographique (en %)	2,84	2,84
Ratios (en %)			
	Consommation finale des ménages/PIB	79,0	76,8
	Consommation finale publique/PIB	13,4	16,9
	Consommation finale totale/PIB	93,9	95,1
	FBCF Privée/PIB	13,0	16,7
	FBCF publique/PIB	8,2	11,1
	FBCF totale/PIB	21,2	27,7
	Exportations/PIB	37,8	43,5
	Importations/PIB	53,4	64,3

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

SUPERVISION

Kokou Yao N'GUISSAN	Directeur Général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)
Tchiou ANIMAOU	Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques
Kodzo Dodzi HEVI	Chargé de la Division des comptes nationaux et de la prévision

EQUIPE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX

Kodzo Dodzi HEVI
 Tchambago OURNA
 Atcharé Kossivi BANDJE
 Koffi Mepanou ADOLI
 Amey OTCHAKPA
 Nouroudine ABDOULAYE
 Wiyao DJENGLE
 Abravi DUYIBOE
 P'lanam Germain FAROUH
 Manzama FAWIE
 Dadja Tassondi TAZOU
 Kodjovi NATOR
 Ezzo-Hanam P. ASSOTI
 Kossi ANANI
 Komlan S. PADOMNAWE

APPUI TECHNIQUE

AFRITAC de l'Ouest
 AFRISTAT
 Assistance technique internationale de l'Union européenne

TABLE DES MATIERES

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE.....	I
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	III
TABLE DES MATIERES	IV
LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES FIGURES	V
SIGLES ET ACRONYMES.....	VI
AVANT-PROPOS	1
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	2
2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2011	3
2.1: FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES.....	3
2.2: ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE.....	5
2.2.1. <i>Secteur primaire</i>	6
2.2.2. <i>Secteur secondaire</i>	8
2.2.3. <i>Secteur tertiaire</i>	10
2.2.4. <i>Part de l'informel dans le PIB</i>	11
2.2.5. <i>Emploi dans l'économie en 2011</i>	12
2.3: EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB	13
2.3.1. <i>Consommation finale</i>	14
2.3.2. <i>Formation brute de capital fixe (FBCF)</i>	14
2.3.3. <i>Variations des stocks</i>	16
2.3.4. <i>Echanges extérieurs de biens et services</i>	16
2.4: ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2011	18
2.4.1. <i>Ménages et Entrepreneurs individuels</i>	18
2.4.2. <i>Situation des sociétés non financières (SNF)</i>	19
2.4.3. <i>Situation des sociétés financières</i>	20
2.4.4. <i>Administrations publiques</i>	20
2.5: COMPTE DU RESTE DU MONDE ET LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	21
ANNEXES	23
ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D'ACTIVITES A PRIX COURANTS.....	23
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITES (A PRIX CONSTANTS BASE 2007).....	24
ANNEXE 4: EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE DE 2009 A 2011 A PRIX COURANTS.....	25
ANNEXE 5: MATRICE EMPLOI 2011	26
ANNEXE 6: TABLEAUX DE SYNTHESE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE	27
<i>Annexe 6. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) Campagne 2010, base 2007</i>	27
<i>Annexe 6. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) Campagne 2011, base 2007</i>	28
<i>Annexe 6. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) Campagne 2011, courant</i>	29
<i>Annexe 6. 4: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI), campagne 2011</i>	30
ANNEXE 7: APERÇU METHODOLOGIQUE.....	31
GLOSSAIRE	37

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et prix constants	4
Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente	7
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche.....	8
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007	14
Tableau 5: Formation Brute de Capital Fixe par produit	15
Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2009 à 2011 en valeur par secteur institutionnel	16
Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2009 à 2011	17
Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2009 à 2011.....	18
Tableau 9: Quelques indicateurs sur les SNF.....	19
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SF.....	20
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les APU	20

LISTE DES FIGURES

Graphique 1: Part des différents secteurs dans le PIB en 2011, prix constants 2007	5
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2009 et 2011	6
Graphique 3: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire	7
Graphique 4: VAB des branches d'activité du secteur secondaire de 2009 à 2011 à prix constants de 2007	9
Graphique 5: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activités du secteur tertiaire ..	10
Graphique 6: Part de l'informel dans le PIB et par secteur d'activités entre 2010 et 2011	12
Graphique 7: Répartition (%) de l'emploi par secteurs d'activité en 2011	13

SIGLES ET ACRONYMES

AFRITAC de l'Ouest	: Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest
APU	: Administration publique
BIE	: Budget d'investissement et d'équipement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CAF	: Coût, assurance et fret
CB	: Compte de branche
CCF	: Consommation de capital fixe
CF	: Consommation finale
CI	: Consommation intermédiaire
CITI (Rev 3)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	: Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	: Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC2080	: Déclaration des établissements de crédit
DGIPE	Direction de la gestion informatique du personnel de l'Etat
DGSCN	: Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DSF	Déclarations statistiques et fiscales
EB	: Épargne brute
EBE	: Excédent brut d'exploitation
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Application informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
INSEED	: Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
I-PPTE	: Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
ISBL	: Institution sans but lucratif
ITNP	: Impôts et taxes nets sur les produits
NAEMA	: Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT
NOPEMA	: Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
NSCT	: Nouvelle société cotonnière du Togo
ONG	: Organisation non gouvernementale
PAI	: Programme d'appui institutionnel de l'Union européenne à l'État togolais

PASA	: Projet d'appui au secteur agricole
PIB	: Produit intérieur brut
PNIASA	: Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDA	: Revenu disponible ajusté
RDB	: Revenu disponible brut
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
SCN	: Système de comptabilité nationale des Nations unies
SCN93	: Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993
SF	: Société financière
SIFIM	: Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SNF	: Société non financière
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	: Tableau des ressources et des emplois
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UES	: Unité d'élevage suivie
VAB	: Valeur ajoutée brute
VS	: Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a une fois encore le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2011. Ce document s'intitule «**Comptes nationaux définitifs du Togo 2011**». Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la cinquième de cet exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations du Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication permet ainsi de mettre à la disposition des décideurs, des chercheurs et de tous les utilisateurs de statistiques, la série des comptes nationaux de 2000 à 2011 sous le SCN 1993.

L'INSEED tient alors à adresser ses vifs remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'il puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables en général et des comptes nationaux en particulier, pour les prises de décision ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son appui technique ;
- ✓ à la Commission de l'Union européenne pour son appui financier et technique à travers le deuxième Projet d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI2) ;
- ✓ aux membres du comité PIB pour leur contribution ;
- ✓ à tous les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ aux membres du système statistique national et aux autres fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et Associations, etc.) pour leur disponibilité à fournir les données ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document sont les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour des informations complémentaires.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Un environnement économique mondial marqué par la crise de la zone euro

L'accentuation de la crise de la zone euro a été, en 2011, la principale caractéristique de l'environnement économique mondiale. Avec un effet pervers sur les conditions financières des pays industrialisés, cette crise a entraîné un ralentissement de la croissance mondiale : 3,9% en 2011 contre 5,3% en 2010 (Fonds Monétaire International). Ce ralentissement témoigne principalement de la faiblesse des investissements, lié à la dégradation du système financier mondial. Il reflète également une baisse de la consommation et des échanges mondiaux, dans un contexte de diminution de la production industrielle.

Les pays de la zone euro ont été les plus touchés par la crise. Le PIB dans cette zone a augmenté de 1,6% en 2011 alors qu'en 2010 le taux de croissance était de 3,2%. Cette évolution témoigne d'une activité économique moins soutenue du fait de la crise et de son incidence sur la consommation des ménages et des entreprises. La hausse des produits alimentaires et surtout du pétrole ont contribué à l'augmentation du taux d'inflation dans les pays industrialisés (2,7% en 2011 contre 1,6% en 2010).

A l'inverse des pays industrialisés, les pays émergents et en développement ont été moins touchés par les effets de la crise. En effet, la hausse de l'activité économique de 6,2% en 2011 montre que ces pays ont su maintenir leur dynamisme dans un environnement économique mondial austère qui a ralenti la croissance de leurs activités (7,5% en 2010). Cette évolution reflète la progression de la demande intérieure et des échanges régionaux de ces pays.

Une activité économique des pays de l'UEMOA marquée par la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire

L'activité économique au sein de l'UEMOA s'est déroulée dans un environnement marqué par la crise postélectorale en Côte d'Ivoire. Le taux de croissance économique de l'Union en 2011, se caractérise par une forte décélération : le produit intérieur brut (PIB) enregistre, en termes réels, une croissance de 0,6% en 2011 en baisse de 3,8 points par rapport à 2010 (4,4%).

Les mauvaises conditions climatiques ont également contribué au ralentissement de l'activité économique de l'Union en 2011. Les résultats de la campagne agricole 2011/2012 ont été décevants dans beaucoup de pays, la production ayant connu une baisse.

Néanmoins, la croissance économique s'est maintenue, voire accrue, au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo, grâce à la bonne tenue de la production vivrière, du dynamisme des industries extractives et à la poursuite du développement des infrastructures dans ces pays.

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2011

Sur le plan national, l'atteinte en décembre 2010 du point d'achèvement de l'Initiative en faveur de pays pauvres très endettés (I-PPTE), a permis de réduire l'endettement national et de libérer progressivement des ressources budgétaires pour financer le processus de développement. L'Etat a ainsi intensifié et diversifié ses interventions dans les secteurs stratégiques : infrastructure, énergie, agriculture, secteur privé, gouvernance et développement communautaire.

L'évolution de la situation économique a été marquée notamment par le début d'exécution du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) ; la poursuite et l'accentuation des travaux de réhabilitation et de construction des routes. Le taux d'inflation est en hausse par rapport à 2010 et s'établit à 3,6% suite à la hausse du prix du baril de pétrole malgré les mesures prises par le gouvernement de ne pas répertorier la hausse des prix des produits pétroliers sur la consommation intérieure.

2.1: Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2011, le produit intérieur brut (PIB) s'établit à 1 829,7 milliards de FCFA en valeur et à 1 582,9 milliards de FCFA en termes réels. L'activité économique ressort avec un taux de croissance économique de 6,6% par rapport à l'activité de 2010.

Optique production

La mesure du PIB suivant l'optique production montre que la valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe à 1 379,1 milliards de FCFA en 2011 après un niveau de 1 306,7 milliards de FCFA en 2010, soit une progression de 5,4% à prix constant base 2007. Les impôts nets de subvention, croissent de 14,4% avec un montant qui passe de 178,3 milliards de FCFA en 2010 à 203,9 milliards de FCFA en 2011. Cette évolution des impôts et taxes plus importante que celle de 2010 s'explique par la performance des recouvrements fiscaux des deux administrations générales des impôts et des douanes.

A prix courant, les impôts nets de subventions atteignent 226,0 milliards de FCFA en 2011, en hausse de 20,1% par rapport à 2010 où ce montant se situe à 187,0 milliards de FCFA.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, toutes les dépenses augmentent sensiblement en 2011. Les dépenses de consommation finale passent de 1 417,3 milliards de FCFA en 2010 à 1 536,6 milliards de FCFA en 2011, et leur poids dans le PIB réel montent à 97,1% alors qu'il n'était que de 95,4% en 2010. Cette consommation connaît alors une progression en volume de 8,4% en 2011, après une augmentation de 6,9% notée en 2010, essentiellement dû à la hausse de la consommation finale des administrations publiques (APU).

Les autres composantes de la demande ont également augmenté : la formation brute du capital fixe (FBCF) enregistre un accroissement de 35,1% contre 9,7% en 2010; les exportations

augmentent de 19,3% en 2011 contre 9,9% en 2010 et les importations, de 25,7% en 2011 contre 10,0% en 2010.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et prix constants

• *Prix courants, 2011*

Unité = 1 million de FCFA

	2009	2010	2011
PIB (approche production)	1 589 243	1 696 878	1 829 711
Valeur ajoutée	1 420 945	1 509 829	1 603 711
+ Impôts sur les produits	170 362	190 927	226 000
- Subventions sur les produits	2 064	3 878	-
PIB (approche demande)	1 589 243	1 696 878	1 829 711
Dépense de consommation finale	1 486 745	1 594 057	1 740 635
+ Formation brute de capital	335 431	366 294	469 300
+ Exportations de biens et services	565 007	642 071	796 303
- Importations de biens et services	797 940	905 544	1 176 527
PIB (approche revenus)	1 589 243	1 696 878	1 829 711
Rémunération des salariés	278 613	371 269	391 621
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 142 332	1 138 560	1 212 090
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	168 298	187 049	226 000

Source: INSEED, 2015

• *Prix constants, base 2007*

Unité = 1 million de FCFA

	2009	2010	2011
PIB (approche production)	1 399 629	1 484 996	1 582 984
Valeur ajoutée	1 235 657	1 306 733	1 379 069
+ Impôts sur les produits	166 216	182 116	203 915
- Subventions sur les produits	2 244	3 853	-
PIB (approche demande)	1 399 629	1 484 996	1 582 984
Dépense de consommation finale	1 326 378	1 417 304	1 536 583
+ Formation brute de capital	302 779	323 302	397 881
+ Exportations de biens et services	493 833	542 842	648 080
- Importations de biens et services	723 361	798 452	999 560

Source: INSEED, 2015

Optique revenu

En 2011, l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui se chiffre à 1 212,1 milliards de FCFA en valeur, augmente de 6,5 % par rapport à l'activité de 2010. Sa part dans la valeur ajoutée brute reste constante, se situant à 75,5% (75,4% en 2010) de la valeur ajoutée brute. Les

rémunérations des salariés représentent pour leur part, 24,4% en 2011 et 24,5% en 2010 par rapport à la valeur ajoutée brute en valeur.

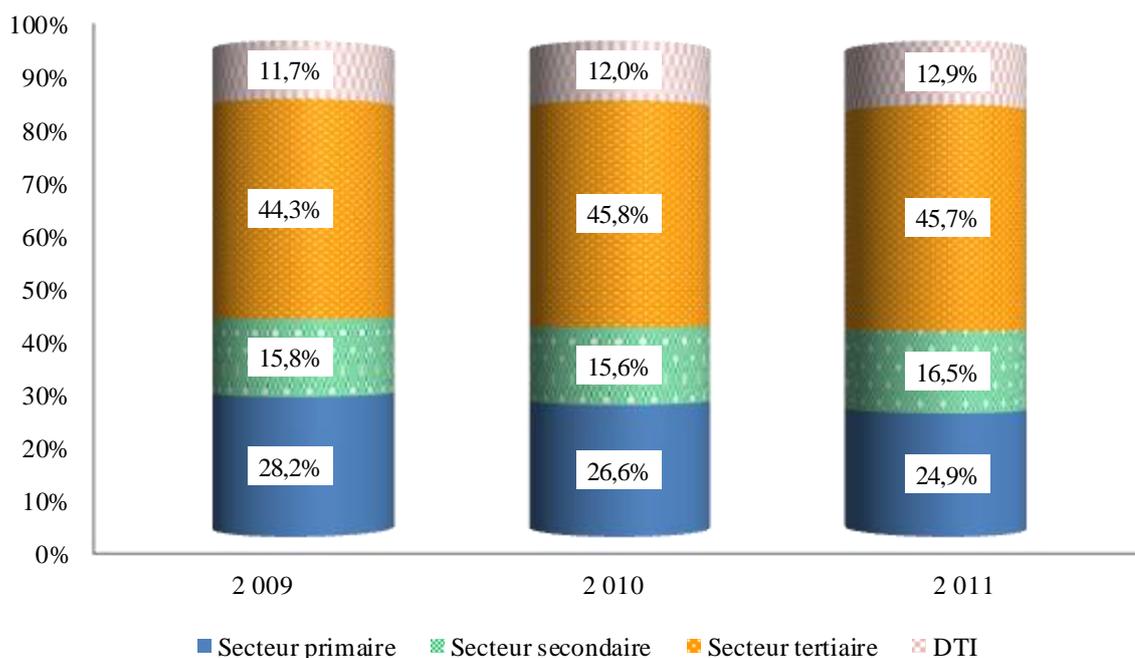
2.2: Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique de 2011 marquée par la prédominance du secteur tertiaire et le regain de dynamisme du secteur secondaire

A l'instar des années précédentes, le secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2011 avec un poids de 43,7% en termes courants et 45,7% à prix constants.

Il est suivi du secteur primaire (24,9%) et du secteur secondaire (16,5%) à prix constants base 2007. Les impôts et taxes nets de subvention représentent 12,9% du PIB en termes réels en 2011, en progression de 0,9%. En valeur, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 28,3% et 15,6%.

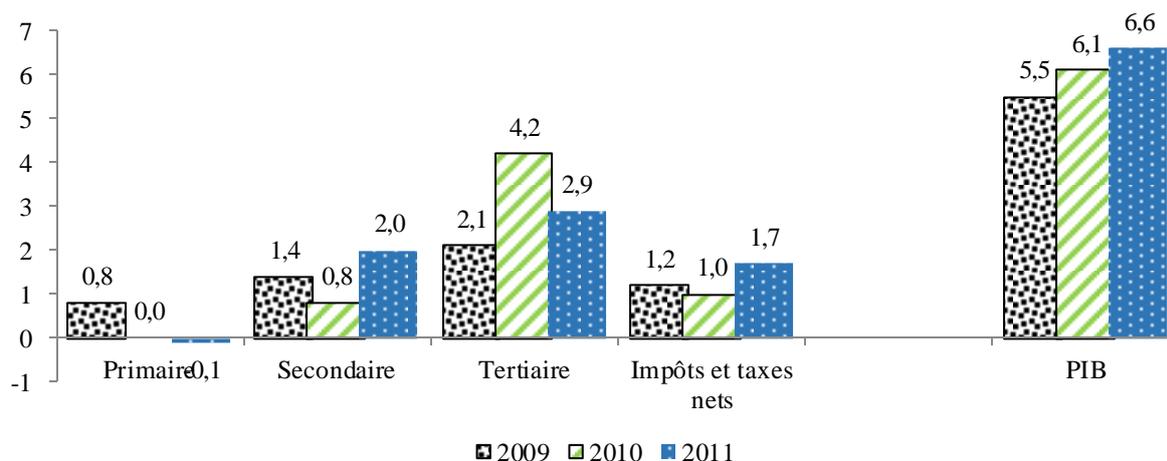
Graphique 1: Part des différents secteurs dans le PIB en 2011, prix constants 2007



Source: INSEED, 2015

La variation des contributions à la croissance des différents secteurs d'activité en 2010 et 2011 est représentée sur la figure ci-dessous. Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2011, avec une contribution de 2,9 points sur les 6,6 points de croissance obtenus en 2011. Il est important de relever la contribution du secteur secondaire qui est de 2,0 points, une performance record sur la période 2007-2011. Ceci témoigne du regain d'activité dans le secteur suite, entre autres, à la résolution des problèmes liés à l'énergie électrique et l'entrée en activité de grandes entreprises, notamment dans le secteur des matériaux de construction et le secteur minier.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2009 et 2011



Source: INSEED, 2015

2.2.1. Secteur primaire

Activité marquée par la baisse des cultures de produits destinées à l'exportation à l'exception du coton

Le secteur primaire regroupe les activités de cultures vivrières, de cultures de produits destinées à l'exportation, auquel s'ajoutent l'élevage, la pêche et la sylviculture.

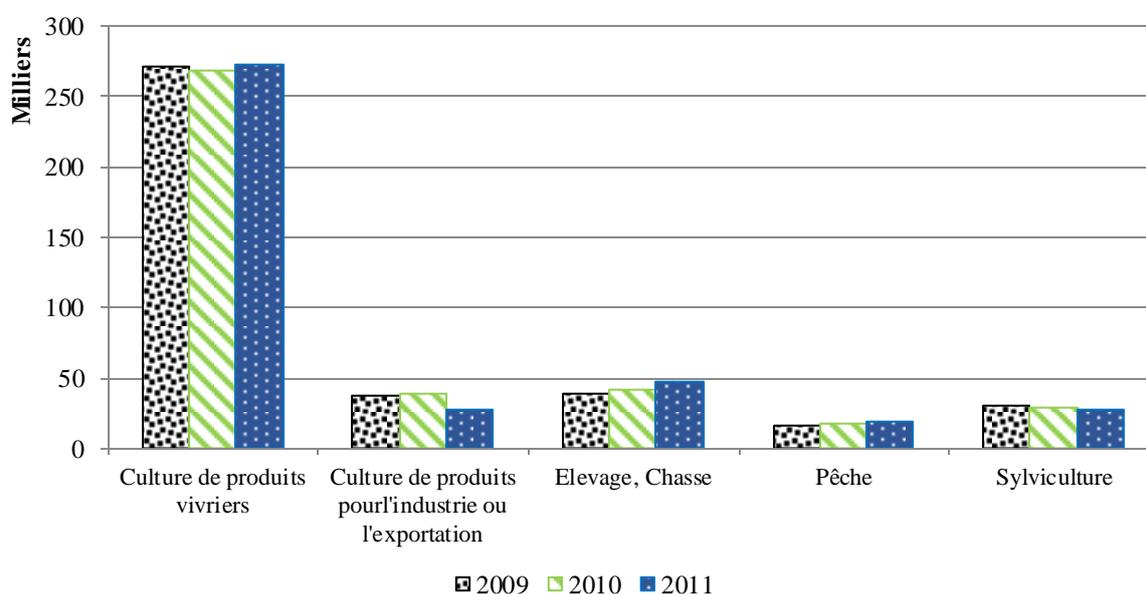
En 2011, le secteur primaire enregistre une production en valeur de 597,5 milliards de FCFA, presque au même niveau que la production de 2010 (596,7 milliards de FCFA). La valeur ajoutée brute du secteur, qui atteint 517,4 milliards de FCFA en valeur courante, en baisse de 0,7% par rapport à 2010, représente 28,3% du produit intérieur brut (PIB), contre 30,7% en 2010. La baisse de la valeur ajoutée est due essentiellement aux renchérissements des intrants agricoles qui entraînent une hausse de 6,1% des consommations intermédiaires qui passent de 75,5 milliards de FCFA en 2010 à 80,0 milliards de FCFA en 2011, alors que le niveau de la production n'a pratiquement pas changé.

Le secteur fait face au problème de sous équipement, à la diminution de la main d'œuvre agricole et au vieillissement des plantations des cultures d'exportation surtout le café et le cacao. Le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) élaboré et mis en œuvre par le Gouvernement au cours de l'année 2011, laisse espérer une hausse significative de la production du secteur lors des prochaines campagnes.

L'agriculture qui regroupe la production vivrière et la production de produits d'exportation, représente 19,0% du PIB réel en 2011, soit une valeur ajoutée de 300,1 milliards de FCFA, en régression de 2,0% par rapport en 2010. Cette contre-performance est imputable à la faible contribution des cultures d'exportation, notamment la baisse considérable de la production de cacao et celle de café qui chutent respectivement de 63,4% et 6,5% entre 2010 et 2011. Cette baisse découle de la faible productivité des anciennes plantations de caféiers et de cacaoyères

vieilles de plus de 50 ans d'âge et qui sont concomitamment soumis à la pression des maladies.

Graphique 3: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire



Source: INSEED, 2015

La production du coton passe de 43 000 tonnes en 2010 à 79 549 tonnes en 2011, soit une hausse de 85,0%. Cette performance en 2011, résulte de la restructuration de la filière coton entamée en 2009 par la mise en place de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT). Cette action a permis de céder une partie de la filière coton aux producteurs, qui détiennent désormais 40,0% des parts contre 60,0% pour l'Etat, ainsi que l'épuration de la dette envers les agriculteurs.

Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente

Principaux produits	2009	2010	Evolution 2011/2010	2011
Céréales	156 533,0	138 272,0	11,6	154 295,0
dont:				
Maïs	89 310,0	73 163,0	14,8	84 026,0
Riz Paddy	18 905,0	16 754,0	24,4	20 842,0
Mil et Sorgho	46 901,0	46 937,0	0,4	47 139,0
Fruit	15 673,0	16 057,0	-9,9	14 471,0
Culture d'exportation	53 061,0	61 991,0	-18,5	50 512,0
dont:				
Cacao en fève	19 075,0	17 884,0	-63,1	6 602,0
Café marchand	8 343,0	11 169,0	-6,5	10 438,0
Coton graine	4 884,0	9 613,0	83,0	17 591,0
Tubercules	142 582,0	144 295,0	-4,3	138 142,0
Légumes	100 481,0	106 246,0	-6,8	99 053,0
Total Produits agricoles	468 330,0	466 861,0	-2,2	456 473,0

Source: INSEED, 2015

Une augmentation de la production de l'Élevage

La valeur de la production de l'élevage est de 77,0 milliards de FCFA en 2011 contre 69,4 milliards de FCFA en 2010, soit une augmentation de 12,0%. L'Élevage et la Chasse contribuent ensemble à 2,7% à la formation du Produit intérieur brut. Cette performance de l'élevage en 2011, s'explique par la mise en place des Unités d'élevage suivies (UES). Ces dernières ont appuyé les éleveurs à travers des renforcements de capacité autour de thématiques liées à la santé animale, l'amélioration de l'habitat, l'alimentation, la gestion de la reproduction et des effectifs et l'intégration de l'agriculture à l'élevage. La pêche et la sylviculture représentent respectivement 1,0% et 1,8% du PIB en valeur.

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche

Principaux produits	2009	2010	Evolution 2011/2010	2011
Animaux vivants	47 787,0	54 900,0	9,8	60 303,0
dont:				
<i>Bovins sur pieds</i>	8 863,0	9 202,0	3,6	9 529,0
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	20 168,0	22 097,0	12,1	24 780,0
<i>Volailles</i>	18 756,0	23 601,0	10,1	25 994,0
Œufs	5 078,0	6 137,0	15,6	7 092,0
Autres produits d'origine animale	6 935,0	8 318,0	24,0	10 312,0
Produits de la pêche				
Total Elevage et Pêche	81 745,0	91 669,0	12,1	102 726,0

Source: INSEED, 2015

2.2.2. Secteur secondaire

Activité économique dans le secteur secondaire marquée par une baisse dans les industries extractives en 2011

Les branches d'activités du secteur secondaire sont constituées des industries extractives, des industries manufacturières, des activités de production d'électricité, d'eau et de gaz ainsi que de la construction.

La part de ce secteur dans le PIB réel s'établit à 16,5% en 2011 contre 15,6% en 2010. Ce secteur contribue à la création de richesse nationale pour 261,8 milliards de FCFA à prix constants base 2007, en progression de 12,7% par rapport à 2010. Cette hausse de la valeur ajoutée et du poids dans le PIB réel de ce secteur en 2011 est due aux bonnes performances de toutes les branches exceptées les industries extractives. La contribution du secteur à la croissance du PIB ressort à 2,0 points, sa plus forte contribution depuis 2007.

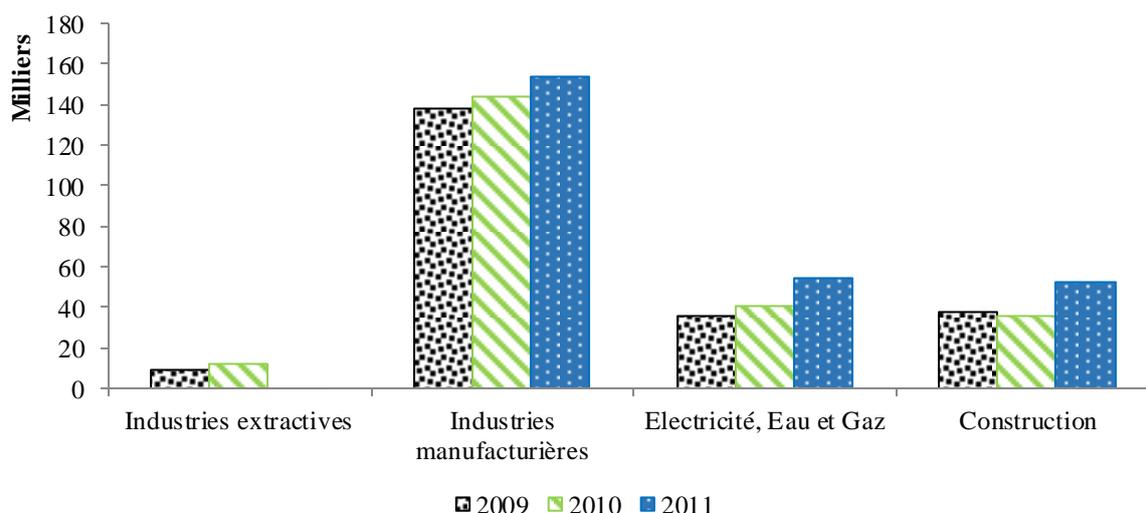
La performance du secteur tient à la bonne tenue des industries manufacturières qui représentent 9,7% du PIB réel et qui enregistrent une croissance de leur activité de 6,6% par rapport à 2010. La bonne tenue des industries manufacturières est due aux bons comportements des branches : « Fabrication de matériaux de construction » dont l'activité progressent de 33,2% par rapport à 2010 avec un poids dans le PIB réel de 2,9% ; « Activités des industries chimiques » qui enregistrent un accroissement de 44,7% et un poids de 1,0% et « Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir » dont la valeur

ajoutée brute s'accroît de 31,1% par rapport à 2010 avec un poids de 0,6%. Cependant, l'activité de la branche des industries manufacturières a néanmoins été influencée par la chute des industries agroalimentaires (baisse de la VAB de 10,7% en valeur courante), notamment les industries de fabrication des corps gras qui représentent 2,2% du PIB nominal.

La branche « Electricité, Gaz et eau » dont le poids en 2011 atteint 3,4% du PIB réel, enregistre pour sa part, une hausse sensible de sa valeur ajoutée brute en volume de 32,6% par rapport à 2010. La hausse de la production d'énergie électrique fait suite à l'entrée en activité d'une nouvelle unité de production et l'accroissement de la demande suite à la mise en œuvre du projet d'extension du réseau aux localités rurales.

La branche « Construction » constitue une des branches dont la contribution a permis de relever la part du secteur secondaire dans la création de la richesse nationale en 2010. Avec un poids de 3,3% dans le PIB réel, la branche « Construction » enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 48,9%, essentiellement due au lancement de la politique des grands travaux de construction des routes mise en œuvre depuis 2010 mais aussi à la construction de bâtiments par les privés.

Graphique 4: VAB des branches d'activité du secteur secondaire de 2009 à 2011 à prix constants de 2007



Source: INSEED, 2015

Pour les industries extractives, on note une croissance de la valeur ajoutée de 3,3% par rapport à 2010 avec un poids dans le PIB nominal de 2,1%. Cette croissance en valeur courante provient davantage des « Autres industries extractives » que de l'extraction de phosphates : les autres industries enregistrent une hausse de leur valeur ajoutée nominale de 9,5% alors que cette hausse n'est que de 1,1% pour l'extraction des phosphates. La branche a bénéficié de l'orientation favorable des cours (notamment les Phosphates) et de la bonne tenue des activités d'extraction de sables, de graviers et d'autres minéraux destinés à la construction des routes.

En termes réels, l'activité de la branche connaît plutôt un recul important (-89,4%) dû aux difficultés que traverse l'activité d'extraction de phosphates. En effet, sa valeur ajoutée a

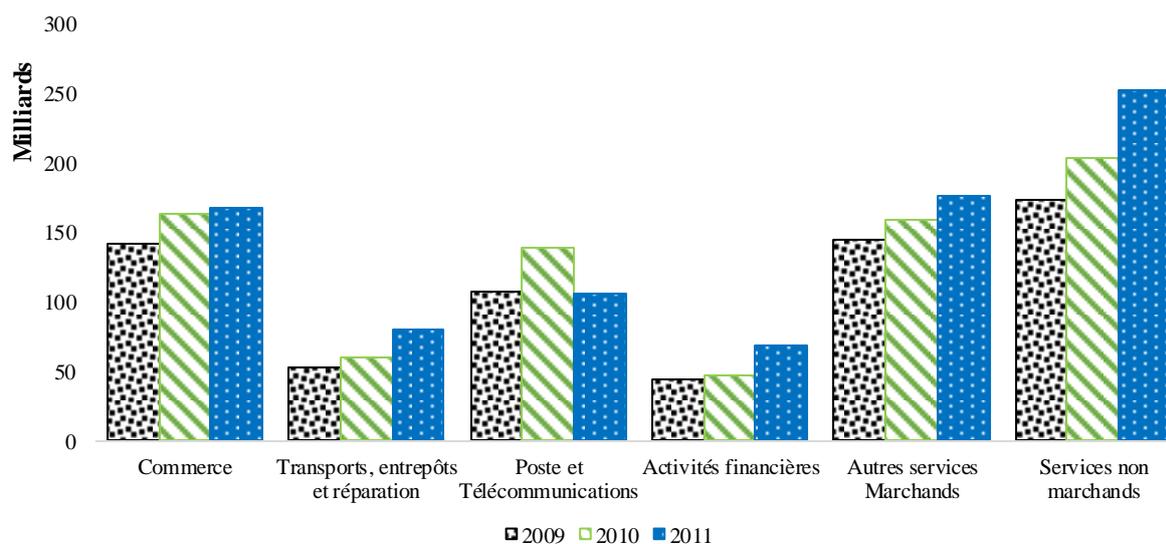
diminué en volume de 199,8%. Les autres industries ne se sont pas mieux comportées : elles connaissent une baisse de 20,4% de leur valeur ajoutée brute en volume. Pour les autres industries extractives, la baisse de l'activité pourrait provenir de l'augmentation des charges d'exploitation liée à la hausse du prix de pétrole.

2.2.3. Secteur tertiaire

Un secteur fortement dominé par le Commerce et les activités de services immobiliers

Le secteur tertiaire demeure le principal secteur de l'activité économique au Togo. Avec un poids de 45,7% du PIB réel, la valeur ajoutée du secteur tertiaire augmente en termes réels de 6,4% en 2011, passant de 679,6 milliards de FCFA en 2010 à 723,2 milliards en 2011. Le secteur ressort avec la plus forte contribution à la croissance du PIB qui est de 2,9 points. en 2011, le secteur tertiaire est dominé (en terme de poids relatif dans le PIB réel) par le commerce (8,6%), les services de poste et télécommunications (6,5%), les activités de services immobiliers (6,1%), les services d'éducation (5,8%) et les services d'administration publique (7,6%) qui connaissent une hausse de plus en plus importante.

Graphique 5: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activités du secteur tertiaire



Source: INSEED, 2015

Services non marchands

Les activités des services non marchands, au cours de l'année 2011, augmentent de 21,0% en valeur par rapport à l'année précédente. Ce taux de croissance est en hausse de 7 points par rapport à celui de l'année précédente. Le poids de ces services dans le PIB réel est aussi en augmentation. En effet, il passe de 12,1% en 2010 à 14,0% en 2011, soit une augmentation de 1,9 point. La valeur ajoutée brute des services d'administration publique augmente de 34,6% (en valeur courante) passant de 100,5 milliards en 2010 à 135,3 milliards de FCFA en 2011.

Services marchands

Globalement, les services marchands du secteur tertiaire regroupent le commerce, le transport, entrepôts et réparation, les postes et télécommunications, les activités financières et les autres services marchands qui comprennent les activités d'hébergement et de restauration, les activités de services immobiliers les activités de services aux entreprises et les parties marchandes des services d'éducation et de santé.

Commerce et transport

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce s'établit à 170,9 milliards de FCFA en augmentation de 2,2% par rapport à 2010. En termes réels, son évolution est de 1,3%. Les services de transport enregistrent un accroissement de leur valeur ajoutée brute de 43,5% avec un poids dans le PIB réel de 5,0%, et contribuent à la croissance économique pour 1,6 point grâce au bond enregistré dans les activités portuaires.

Activités financières

Les activités financières représentent 4,5% dans le PIB réel en 2011. La valeur ajoutée brute des activités financières est passée de 48,3 milliards de FCFA en 2010 à 70,6 milliards de FCFA en 2011 base 2007, ce qui entraîne une évolution de 46,1%. La branche ressort avec une contribution au PIB réel de 1,5 point. L'évolution de l'activité des institutions financières résulte essentiellement de celle des banques qui est caractérisée par une augmentation du produit net bancaire qui croît de 28,5 % pour s'établir à 72,3 milliards FCFA du fait principalement de la hausse des produits sur les opérations avec la clientèle (+29,4 %)¹. Dans ce sillage, le résultat d'exploitation s'est nettement amélioré, passant d'un excédent de 14,5 milliards FCFA en fin 2010 à un excédent de 25 milliards de FCFA en fin 2011.

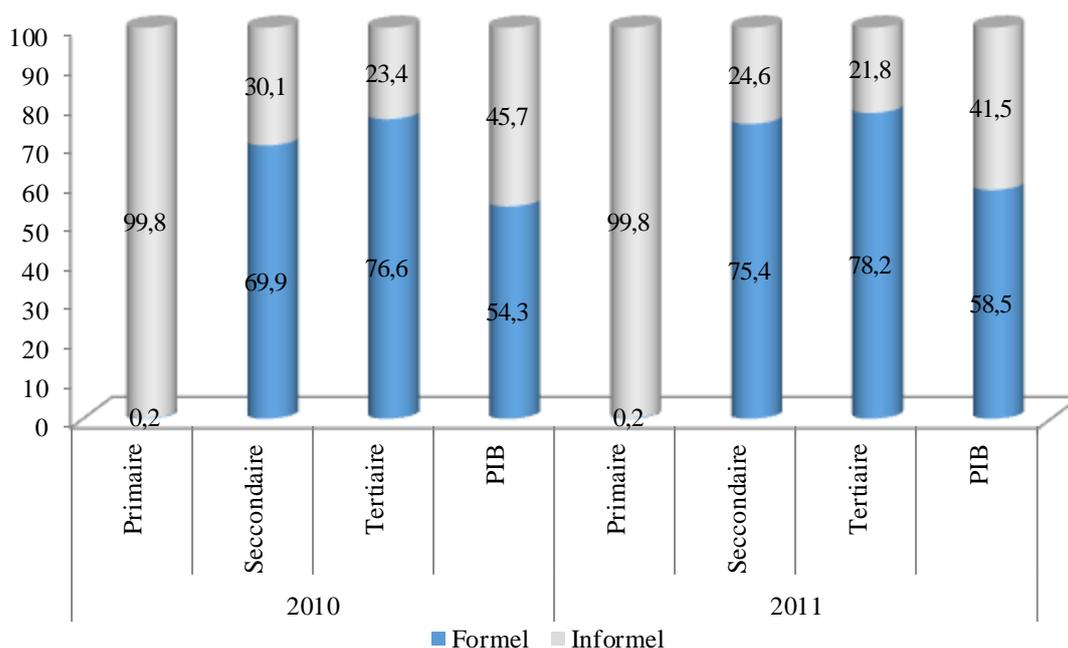
2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

En 2011, la contribution de l'informel à la formation du PIB est de 41,6%, soit une valeur ajoutée de 761,5 milliards de FCFA. Cette régression de 1,9% par rapport en 2010 est liée à la baisse des activités informelles dans les secteurs secondaire et tertiaire : en 2011, le poids de l'informel est de 24,6% pour le secteur secondaire et de 21,8% pour le tertiaire contre respectivement 30,1% et 23,4% en 2010.

Le secteur primaire reste dominé par l'informel : le poids de l'informel y est de 99,8% en 2011. Au niveau du tertiaire, l'informel est surtout prépondérant dans les activités de commerce (55,4%) et d'hébergement et restauration (73,3%).

¹ Banque de France Rapport annuel de la Zone franc 2011

Graphique 6: Part de l'informel dans le PIB et par secteur d'activités entre 2010 et 2011



Source: INSEED, 2015

2.2.5. Emploi dans l'économie en 2011

La comptabilité nationale classe l'emploi en trois grandes catégories qui sont : les salariés (déclarés et non déclarés), les entrepreneurs individuels (patrons et travailleurs pour compte propre) et les aides familiaux.

Les sources utilisées pour la conception de la matrice emploi proviennent du RGPH4, du QUIBB, des données de la Direction de la gestion informatique du personnel de l'Etat (DGIPE), de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) (base de déclaration des salaires) et des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, du bulletin statistique de la santé et de l'annuaire statistique de l'éducation. Toutes ces données permettent de faire les arbitrages sur les emplois publics et privés.

En 2011, la population totale est estimée à 6,3 millions d'habitants dont 2,6 millions constituent la population active occupée. Par rapport à 2010, la population active occupée a cru de 2,6% à un rythme moins soutenu que celle de la population totale. La répartition de cette population active occupée suivant les secteurs d'activités figure dans la matrice-emploi (Annexe 4).

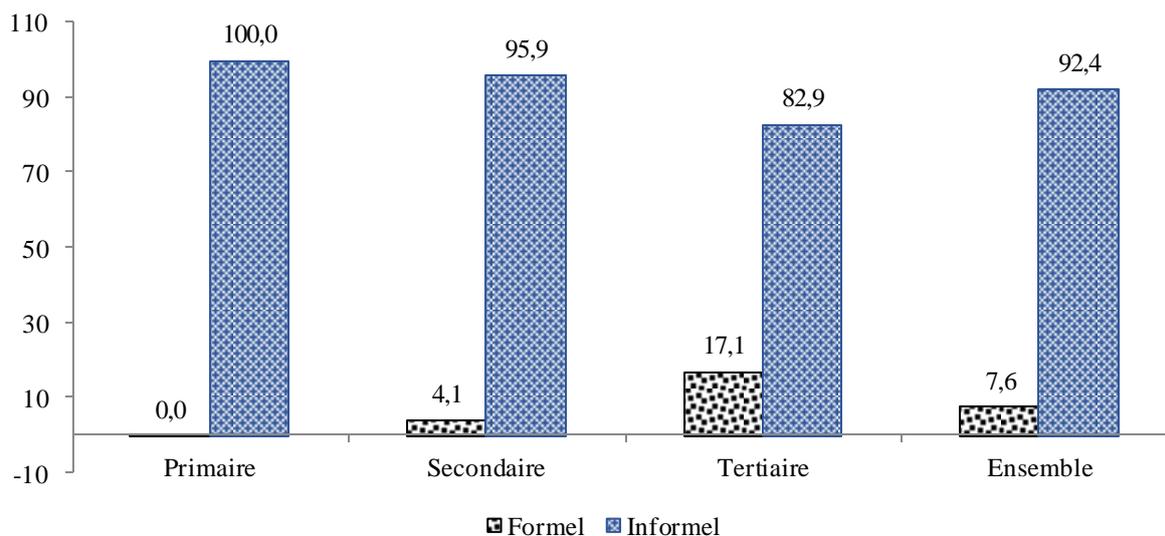
En termes de secteur d'activités, on note que le primaire emploie un effectif de 1 111 026 en 2011, soit une part de 43,2%. Ces employés se retrouvent majoritairement dans la production vivrière (97,6%) et accessoirement dans l'élevage (1,3%).

Le tertiaire emploie, pour sa part, un effectif de 1 041 035, représentant 40,5% de la population active occupée. L'activité de commerce occupe, à elle seule, 47,3% des actifs occupés dans le tertiaire. La branche « Commerce » est suivie de loin par les « Activités

d'hébergement et de restauration » qui occupe 12,4% et les « Activités à caractère collectif ou personnel » qui emploient 11,8% des actifs dans ce secteur. La branche transport emploie 10,8% de l'effectif du tertiaire.

Dans le secondaire, la branche « Fabrication d'autres articles textiles, articles d'habillement, de chaussure » et celle de la « Construction » sont les plus grandes branches en termes d'actifs occupés avec respectivement 40,2% et 20,3%.

Graphique 7: Répartition (%) de l'emploi par secteurs d'activité en 2011



Source: INSEED, 2015

L'emploi occupé est généralement informel : 92,4% des actifs exercent dans l'informel contre seulement 7,6% qui sont dans le formel. Presque la totalité des emplois dans le secteur primaire sont dans l'informel (288 emplois formels). Dans le secondaire, on enregistre 95,9% d'emplois informels contre 4,1% de formel. Environ 17,1% des actifs occupés dans le tertiaire exercent dans le formel mais, à l'instar des autres secteurs, ceux qui sont dans l'informel prédominent (82,9%).

2.3: Evolution des emplois du PIB

Les agrégats ci-après constituent les emplois du PIB : la consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM), l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS) et les exportations nettes.

Une croissance économique tirée par la demande intérieure

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007

Unité = 1 Million de FCFA

	2009	2010	Evolution (%) 2011 / 2010	2011	CC* du PIB en 2011
Produit intérieur brut (PIB)	1 399 629	1 484 996	6,6	1 582 984	6,6
Importations	723 361	798 452	25,2	999 560	13,5
Total Ressources	2 122 990	2 283 448	13,1	2 582 544	20,1
Consommation finale (CF)	1 326 378	1 417 304	8,4	1 536 583	8,0
Consommation finale privée	1 149 004	1 194 939	3,0	1 227 434	2,2
<i>dont CF des ménages</i>	1 123 003	1 168 437	3,0	1 200 363	2,1
<i>CF des ISBL-SM</i>	26 001	26 502	2,1	27 071	0,0
Consommation publique	177 374	222 365	39,0	309 149	5,8
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	289 233	317 334	35,1	428 810	7,5
FBCF Privée	203 312	204 749	29,7	265 512	4,1
FBCF Publique	85 921	112 585	45,0	163 298	3,4
Variation des Stocks	13 546	5 968	-618,2	-30 929	-2,5
Exportations	493 833	542 842	19,4	648 080	7,1
Total Emplois	2 122 990	2 283 448	13,1	2 582 544	20,1

Source: INSEED, 2015

* Contribution à la croissance

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale constitue la part des ressources destinée à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM.

A prix constants base 2007, la consommation finale s'élève à 1 536,6 milliards de FCFA en 2011 contre 1 417,3 milliards de FCFA en 2010, soit un accroissement en 2011 de 8,4% contre 6,9% en 2010. Cette hausse de la CF qui représente 97,1% du PIB réel, amène à une contribution à la croissance du PIB de 8,0 points en 2011. Cette hausse s'explique par la progression de 39,0% de la consommation finale des administrations publiques qui est passée de 222,4 milliards de FCFA en 2010 à 309,1 milliards de FCFA en 2011.

Le déflateur de la DCF s'établit à 1,0% tout comme en 2010 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) atteint 3,6%

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an et destinés à être utilisés dans le processus de production.

A prix constants base 2007, la FBCF est passée de 317,3 milliards de FCFA en 2010 à 428,8 milliards de FCFA en 2011, soit une augmentation de 35,1%. Avec un poids dans le PIB réel de 27,1%, sa contribution à la croissance du PIB réel atteint 7,5 points. La FBCF publique a

augmenté de 45,0% et sa part dans la FBCF total remonte à 38,1% au lieu de 35,4% observé en 2010. L'augmentation de la FBCF publique est en lien avec l'ouverture des travaux de rénovation et de reconstruction du réseau routier national et le renouvellement des équipements de production. L'augmentation de la hausse de la FBCF privée s'explique pour sa part, par le besoin d'équipements lourds nécessaires aux travaux de construction.

La croissance de la FBCF est plus tirée par les travaux de construction, les produits des autres activités industrielles (machines et équipements) et les services aux entreprises. La FBCF en travaux de construction s'élève à 188,2 milliards de FCFA en 2011 en augmentation de 23,9% en valeur par rapport à 2010. Pour les produits des autres activités industrielles, la valeur de la FBCF s'élève à 219,4 milliards de FCFA en 2011, en progression de 40,2% par rapport à 2010.

Tableau 5: Formation Brute de Capital Fixe par produit

Unité : 1 million de FCFA

	2009	2010	Evolution (%) 2011/2010	2011
	<i>Valeur courante</i>			
Produits agricoles et d'élevage	8 886,0	8 341,0	-8,0	7 674,0
Produits des autres activités de l'industrie	145 523,0	170 084,0	53,9	261 705,0
Travaux de construction	164 712,0	178 883,0	23,6	221 160,0
Services aux entreprises	1 950,0	2 048,0	697,9	16 341,0
Total	321 071,0	359 356,0	41,1	506 880,0
	<i>Valeur constante (base 100 en 2007)</i>			
Produits agricoles et d'élevage	9 005,0	6 952,0	-15,6	5 865,0
Produits des autres activités de l'industrie	133 526,0	156 467,0	40,2	219 371,0
Travaux de construction	144 780,0	151 928,0	23,9	188 245,0
Services aux entreprises	1 922,0	1 987,0	669,6	15 291,0
Total	289 233,0	317 334,0	35,1	428 772,0

Source: INSEED, 2015

La FBCF en services aux entreprises, passe de près de 2,0 milliards de FCFA à 15,3 milliards de FCFA en 2011, traduisant une progression de 669,6%. La hausse de la FBCF en services aux entreprises ainsi qu'une partie importante de la FBCF en machines et équipements est liée à l'activité d'exploration minière entamée pour la recherche de pétrole dans les eaux territoriales nationales.

En valeur courante, l'analyse par secteur institutionnel de la FBCF, montre que la formation brute de capital fixe de tous les secteurs institutionnels a connu une hausse : les secteurs des Administrations publiques, des Sociétés non financières (SNF) et des Sociétés financières enregistrent respectivement 45,4%, 48,3% et 68,1%.

Pour le compte des ménages et entrepreneurs individuels, la FBCF augmente de 21,5% en 2011, passant de 79,2 milliards de FCFA en 2010 à 96,2 milliards de FCFA en 2011. Tout comme les autres secteurs, la FBCF des institutions sans but lucratif au service des ménages enregistre aussi une augmentation par rapport à 2010 (+11,1%). Cependant, son niveau qui se

situé à 6,3 milliards de FCFA en 2011 reste encore inférieur à celui de 2009 (15,0 milliards de FCFA).

Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2009 à 2011 en valeur par secteur institutionnel

Secteur	2009	2010	Evol. (%)	2011
Sociétés non financières (SNF)	112 953,0	126 318,0	48,3	187 337,0
Sociétés financières	26 744,0	9 311,0	68,1	15 656,0
Ménages et Entrepreneurs	69 671,0	79 224,0	21,5	96 222,0
APU	96 749,0	139 069,0	45,4	202 217,0
ISLB-SM	14 954,0	5 674,0	11,1	6 303,0
Ensemble	321 071,0	359 596,0	41,2	507 735,0

Source: INSEED, 2015

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

L'économie enregistre - 38,4 milliards de variation des stocks en 2011. Ces variations des stocks concernent essentiellement les produits agricoles pour l'industrie et l'exportation (-8,4 milliards de FCFA), les autres produits, articles d'habillement et en cuir (-5,9 milliards de FCFA), les produits pétroliers raffinés (-6,5 milliards de FCFA), les produits chimiques, machines, équipement et matériels divers (-7,6 milliards de FCFA) et Machines, équipement et matériels divers (-5,3 milliards de FCFA).

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges du Togo avec le reste du monde montrent des exportations et importations qui ne cessent de croître. Sur les trois dernières années, les exportations de biens et services ont évolué en volume passant de 493,8 milliards de FCFA en 2009 à 542,8 milliards de FCFA en 2010 puis à 647,7 milliards de FCFA en 2011. Cette progression correspond à une croissance de 9,9% en 2010 et de 19,3% en 2011. Par ailleurs, les importations en volume sont passées de 798,4 milliards de FCFA en 2010 à 999,6 milliards de FCFA en 2011, correspondant à une 25,2%.

Les transactions du Togo avec le Reste du monde en 2011 montrent une balance commerciale déficitaire de 352,3 milliards de FCFA. Ce déficit qui représente 22,3% du PIB en 2011, est en aggravation par rapport à 2010 où il était estimé à 252,8 milliards de FCFA. La contribution des échanges extérieurs (exprimés par le solde de la balance commerciale) à la croissance économique est de -8,2% en 2011.

Bien que le solde de la balance commerciale enregistre un déficit en aggravation, les recettes d'exportations ont progressé en valeur sur la même période passant de 642,1 milliards de FCFA en 2010 à 796,3 milliards de FCFA en 2011. Cette performance s'explique par

l'augmentation des exportations de certains produits tels que : les produits de l'agriculture vivrière (158,1%), les produits d'extraction (29,9%), électricité, gaz et eau (42,8%), etc.

Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2009 à 2011

	2009	2010	Evolution (%) 2011/2010	2011
Produits de l'agriculture vivrière	311,0	1 390,0	158,1	3 588,0
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	27 039,0	30 680,0	-4,9	29 177,0
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	191,0	52,0	2748,1	1 481,0
Produits d'extraction	40 635,0	37 680,0	29,9	48 929,0
Produits l'industrie agroalimentaire	38 093,0	55 601,0	25,2	69 587,0
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	30 075,0	31 801,0	102,9	64 539,0
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	2 823,0	3 528,0	42,5	5 028,0
Produits des autres activités industrielles	239 330,0	265 431,0	20,5	319 945,0
Electricité, gaz et eau	46 019,0	48 135,0	42,8	68 715,0
Services de transports et communication	83 975,0	108 688,0	4,8	113 928,0
Services financiers	6 364,0	6 438,0	38,5	8 916,0
Services immobiliers et aux entreprises	14 990,0	14 847,0	33,2	19 772,0
Autres services	35 162,0	37 800,0	13,0	42 698,0
Total	565 007,0	642 071,0	24,0	796 303,0

Source: INSEED, 2015

S'agissant des importations, le montant des dépenses inhérentes à celles-ci est passé en valeur de 905,5 milliards de FCFA en 2010 à 1 176,5 milliards de FCFA en 2011 traduisant une augmentation de 29,9% des dépenses d'importation. Cet accroissement des dépenses d'importation est principalement dû à l'augmentation des importations des produits tels que : les produits de l'industrie agroalimentaire (26,5%), les produits des autres activités industrielles (27,6%), les services de transport et communication (105,2%), etc.

Par ailleurs, le poids des produits importés a augmenté sur le marché intérieur en 2011. En effet, le taux de pénétration de l'économie exprimé par le rapport des importations sur les ressources totales est de 39,1% en 2011 contre 34,7% en 2010.

De plus, les recettes d'exportation ont moins permis de couvrir les dépenses d'importation en 2011 : le taux de couverture (rapport des exportations sur les importations) est de 67,7% en 2011 contre 70,9% en 2010. Ceci traduit un envahissement du marché intérieur par les produits étrangers malgré l'effort d'exportation enregistré au cours de la même année. Cet envahissement des produits importés s'explique par le fait que les grands chantiers débutés en 2010 ont nécessité davantage de biens et services non produits localement au cours de 2011.

Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2009 à 2011

	2009	2010	Evolution (%) 2011/2010	2011
Produits de l'agriculture vivrière	10 655,0	8 730,0	84,1	16 072,0
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	106,0	117,0	27,4	149,0
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	928,0	1 057,0	531,7	6 677,0
Produits d'extraction	9 183,0	13 540,0	8,3	14 663,0
Produits l'industrie agroalimentaire	77 623,0	94 662,0	26,5	119 736,0
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	56 504,0	56 343,0	30,9	73 751,0
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	20 626,0	23 402,0	-20,3	18 645,0
Produits des autres activités industrielles	485 010,0	552 220,0	27,6	704 368,0
Electricité, gaz et eau	65 493,0	66 108,0	27,0	83 928,0
Services de transports et communication	32 119,0	36 279,0	105,2	74 444,0
Services financiers	2 300,0	5 697,0	113,5	12 162,0
Services immobiliers et aux entreprises	13 042,0	14 320,0	-8,7	13 076,0
Autres services	24 351,0	33 069,0	17,5	38 856,0
Total	797 940,0	905 544,0	29,9	1 176 527,0

Source: INSEED, 2015

2.4: Analyse des secteurs institutionnels en 2011

Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. Nous distinguons cinq grands secteurs : les ménages et les entrepreneurs individuel ; les Administrations publiques ; les sociétés non financières ; les sociétés financières et les ISBL.

2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels

Détérioration du pouvoir d'achat des ménages consécutive à la baisse des transferts des migrants et à la hausse des prix

Le Revenu disponible brut des ménages s'établit à 1 462,1 milliards de FCFA en 2011. Ce revenu est en diminution de 3,8% par rapport à 2010 où le revenu disponible des ménages et entrepreneurs individuels a atteint 1 519,5 milliards de FCFA. Cette baisse est essentiellement due aux autres transferts courants reçus par les ménages (essentiellement constitués des transferts des migrants) qui enregistrent une baisse de 20,4% par rapport à 2010 alors que les autres transferts courants versés par ceux-ci augmentent de 12,3% : le solde des autres transferts courants baisse de 43,9%.

Les dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 96,1% de leur revenu disponible brut ont augmenté de 4,7% en 2011. Cette situation est due à la hausse généralisée des prix qu'a connue l'économie avec un taux d'inflation de 3,6% en 2011.

Le solde du compte capital des ménages et entrepreneurs individuels dégage une capacité de financement de 43,0 milliards de FCFA en 2011, en diminution de 58,7% par rapport à son

niveau de 2010. La FBCF des ménages et entrepreneurs individuels a connu une augmentation de 21,5% par rapport à 2010.

2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF)

Enrichissement des SNF grâce à la hausse des revenus de la propriété et diminution de l'endettement dans le financement des investissements

Les sociétés non financières regroupent les sociétés non financières publiques et les sociétés non financières privées. En 2011, la valeur ajoutée brute des SNF augmente de 12,3%, passant de 440,5 milliards de FCFA en 2010 à 494,9 milliards de FCFA en 2011. Les entreprises publiques dégagent une valeur ajoutée brute de 166,3 milliards de FCFA, soit 9,1% du PIB nominal.

Utilisée pour rémunérer les facteurs de production et payer les impôts, la valeur ajoutée brute des SNF se répartit entre les salariés pour 134,7 milliards de FCFA, les détenteurs des capitaux pour 316,3 milliards de FCFA et les impôts pour 34,3 milliards de FCFA. Ces montants représentent respectivement 27,2%, 63,9% et 6,9% de la valeur ajoutée brute. L'excédent brut d'exploitation (EBE) a connu une croissance de 8,9%, en passant de 299,3 milliards de FCFA en 2010 à 325,9 milliards de FCFA en 2011.

Tableau 9: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en %)	2009	2010	2011
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	26,7	30,9	27,2
Taux de Marge (EBE/VAB)	69,4	67,9	65,9
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	30,3	28,7	37,9
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	5,8	-10,4	22,8
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	19,3	-36,2	60,4

Source: INSEED, 2015

Le taux de marge des SNF est de 65,9% en 2011 alors qu'il était à 67,9% en 2010. Les SNF reçoivent en 2011, 125,3 milliards de FCFA de revenus de la propriété, ce qui contribue à améliorer leur revenu disponible brut et leur épargne brut pour financer les investissements. Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 47,9 milliards de FCFA en 2011 contre 179,8 milliards de FCFA en 2010. Ainsi, en 2011, les SNF ont eu moins recours à l'endettement pour financer les dépenses en capital.

Le taux d'investissement s'élève à 37,9% en 2011 contre 28,7% en 2010. Cette augmentation traduit la hausse du poids des investissements dans la richesse créée. Cette hausse se traduit par la forte augmentation de la FBCF (48,3%) relativement à la VAB (14,6%).

Le taux d'épargne (brut) et le taux d'autofinancement des SNF sont respectivement de 22,8% et 60,4% en 2011 contre -10,4% et -36,2% en 2010.

2.4.3. Situation des sociétés financières

Hausse de la capacité de financement des sociétés financières due à la bonne tenue des activités financières

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement qui a pratiquement décuplé en 2011 avec un montant de 40,7 milliards de FCFA contre un montant de 4,2 milliards en 2010, soit une hausse de 870,9%. La valeur ajoutée passe de 43,1 milliards FCFA en 2010 à 59,3 milliards, soit une évolution 37,7%.

Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en %)	2009	2010	2011
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	34,2	53,1	40,3
Taux de Marge (EBE/VAB)	62,3	46,1	43,8
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	58,4	21,5	26,4
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	79,2	33,7	75,3
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	135,6	156,6	285,4

Source: INSEED, 2015

En 2011, le taux de marge des sociétés financières et la part des salaires versés dans la VAB ont baissé respectivement de 2,3% et 12,8% au profit des impôts. Cependant, le taux d'investissement connaît une hausse qui passe de 21,5% en 2010 à 26,4% en 2011, imputable à la hausse de la FBCF (68,1%). Il faut noter que l'activité des sociétés financières est marquée aussi par la hausse de leur FBCF principalement due aux travaux de construction de bâtiments (50,6%). Cette hausse de la FBCF a été assurée par un niveau d'épargne brut de 44,5 milliards de FCFA, jamais atteint depuis 2007, amenant le taux d'autofinancement à 285,4% en 2011 après avoir atteint 156,6% en 2010.

2.4.4. Administrations publiques

Le montant total des impôts sur les produits et la production perçus par les Administrations publiques (APU) en 2011 est de 277,5 milliards de FCFA alors qu'il était de 195,7 milliards de FCFA en 2010, soit une hausse de 41,8% en 2011. La pression fiscale en 2011 est de 18,0%, en augmentation de 7,9 points de pourcentage par rapport à 2010 (12,1%).

Tableau 11: Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2009	2010	2011
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	65,8	76,3	95,6
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	85,8	64,2	61,0
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	130,4	84,1	63,8

Source: INSEED, 2015

Les APU enregistrent en 2011 un besoin de financement de 63,7 milliards de FCFA alors qu'elles étaient en capacité de financement de 686,1 milliards de FCFA suite à une remise de la dette en 2010. Ce besoin de financement est dû à l'augmentation des investissements de

45,4% en 2011 qui se traduit par un taux d'investissement en augmentation de 19,3 points en 2011 (95,6% en 2011 contre 76,3% en 2010). La FBCF des APU se chiffre à 202,2 milliards de FCFA.

2.5: Compte du Reste du Monde

Vis-à-vis du reste du monde, l'économie togolaise a enregistré un besoin de financement de 26,3 milliards de FCFA soit 1,7% du PIB, traduisant ainsi une insuffisance des ressources intérieures à faire face aux dépenses du pays.

Tableau 12: Compte du Reste du Monde de 2009 à 2011

Unité = 1 million de F CFA

	2009	2010	2011
<i>Compte de production</i>			
Ressources	797 940	905 544	1 176 527
OP7 Importations	797 940	905 544	1 176 527
Emplois	565 007	642 071	796 303
OP6 Exportations	565 007	642 071	796 303
B11 Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	232 933	263 473	380 224
<i>Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants</i>			
Ressources	316 608	361 451	497 933
B11 Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	232 933	263 473	380 224
OD1 Rémunération des salariés	923	4 403	9 353
D.2-D.3 Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
D4 Revenus de la propriété (hors SIFIM)	40 367	63 727	65 158
OD5 Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
OD6001 Contributions sociales	0	0	0
OD6002 Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	291
OD7 Autres transferts courants	42 385	29 848	42 907
OD8 Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Emplois	250 013	249 882	340 863
OD1 Rémunération des salariés	16 332	17 641	19 055
D.2-D.3 Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
D4 Revenus de la propriété (hors SIFIM)	17 491	30 804	157 433
OD5 Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
OD6001 Contributions sociales	0	0	0
OD6002 Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	1 601
OD7 Autres transferts courants	216 190	201 437	162 774
OD8 Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
B.12 Solde des opérations courantes avec l'extérieur	66 595	111 569	157 070
<i>Compte de capital</i>			
Ressources	-49 418	-617 714	26 244
B.12 Solde des opérations courantes avec l'extérieur	66 595	111 569	157 070
OD9 (+) Transferts en capital à recevoir (+)	0	0	0
OD9 (-) Transferts en capital à payer (-)	-116 013	-729 283	-130 826
B.10.1 Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	0	0
Emplois	0	0	0
B09 Capacité/Besoin de financement	-49 418	-617 714	26 244

Source: INSEED, 2015

Par ailleurs, le solde des opérations courantes avec l'extérieur montre un solde déficitaire de 223,1 milliards de FCFA indiquant ainsi que l'économie togolaise à payer en 2011, plus de revenus primaires et de transferts courants au reste du monde qu'il en a reçu.

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	2 009	2 010	2 011	Poids dans le PIB 2011	Evolution en 2011
Secteur primaire	514 309	521 164	517 442	28,3	-0,7
Agriculture	426 751	425 423	416 880	22,8	-2,0
- Culture de produits vivriers	383 543	373 428	375 430	20,5	0,5
- Culture de produits de rente	43 208	51 995	41 450	2,3	-20,3
Elevage, Chasse	39 193	46 921	48 826	2,7	4,1
Pêche	15 763	15 731	18 020	1,0	14,6
Sylviculture	32 602	33 089	33 716	1,8	1,9
Secteur secondaire	239 927	246 793	286 212	15,6	16,0
Industries extractives	39 897	38 073	39 335	2,1	3,3
- Extraction des Phosphates	30 127	27 937	28 238	1,5	1,1
- Autres activités extractives	9 770	10 136	11 097	0,6	9,5
Industries manufacturières	131 391	129 316	138 097	7,5	6,8
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	36 715	45 241	40 400	2,2	-10,7
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	7 961	6 285	9 839	0,5	56,5
- Activités de travail du bois	2 270	1 518	4 071	0,2	168,2
- Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton	97	38	172	0,0	352,6
- Edition et imprimerie	7 828	9 192	8 646	0,5	-5,9
- Activités des industries chimiques	11 376	7 488	14 012	0,8	87,1
- Matériaux de construction	37 050	31 368	41 208	2,3	31,4
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	20 450	20 244	10 756	0,6	-46,9
- Fabrication de machines et de matériels divers	3 945	3 412	2 561	0,1	-24,9
- Autres activités manufacturières et de récupération	3 699	4 530	6 432	0,4	42,0
Electricité, Eau et Gaz	19 978	24 932	37 009	2,0	48,4
Construction	48 661	54 472	71 771	3,9	31,8
Secteur tertiaire	666 709	741 872	800 057	43,7	7,8
Commerce	149 783	167 243	170 938	9,3	2,2
Activités d'hébergement et de restauration	16 403	12 270	11 080	0,6	-9,7
Transports, entrepôts et réparation	59 817	58 343	80 890	4,4	38,6
Poste et Télécommunications	108 391	139 383	108 931	6,0	-21,8
Activités financières	47 951	46 198	63 603	3,5	37,7
Activités de services immobiliers	97 678	99 617	106 099	5,8	6,5
Activités de services aux entreprises	24 098	22 493	30 531	1,7	35,7
Administration publique	85 713	100 502	135 290	7,4	34,6
Education	62 540	85 078	84 129	4,6	-1,1
Santé et action sociale	16 719	16 697	15 264	0,8	-8,6
Activités de services collectifs et personnels	27 505	28 028	40 134	2,2	43,2
SIFIM	-29 889	-33 980	-46 832	-2,6	37,8
Total des branches	1 420 945	1 509 829	1 603 711	87,6	6,2
Impôts et taxes nets de subvention	168 298	187 049	226 000	12,4	20,8
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	75 763	77 835	91 986	5,0	18,2
TVA non déductible	92 535	109 214	134 014	7,3	22,7
				0,0	
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 589 243	1 696 878	1 829 711	100,0	7,8

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

Unité = 1 million de FCFA	2 009	2 010	2 011	Poids dans le PIB 2011	Evolution en 2011	Contribution à la croissance en 2011
Secteur primaire	394 822	394 864	394 020	24,9	-0,2	-0,1
Agriculture	308 579	306 272	300 093	19,0	-2,0	-0,4
- Culture de produits vivriers	270 918	267 790	272 858	17,2	1,9	0,3
- Culture de produits de rente	37 661	38 482	27 235	1,7	-29,2	-0,8
Élevage, Chasse	38 808	41 523	47 036	3,0	13,3	0,4
Pêche	16 618	18 063	19 028	1,2	5,3	0,1
Sylviculture	30 817	29 006	27 863	1,8	-3,9	-0,1
Secteur secondaire	220 524	232 306	261 843	16,5	12,7	2,0
Industries extractives	8 903	11 846	1 260	0,1	-89,4	-0,7
- Extraction des Phosphates	2 571	4 554	-4 546	-0,3	-199,8	-0,6
- Autres activités extractives	6 332	7 292	5 806	0,4	-20,4	-0,1
Industries manufacturières	138 049	144 211	153 688	9,7	6,6	0,6
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	48 368	59 724	59 058	3,7	-1,1	0,0
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	5 407	7 826	10 260	0,6	31,1	0,2
- Activités de travail du bois	2 262	1 384	3 777	0,2	172,9	0,2
- Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton	-7	118	-14	0,0	-111,9	0,0
- Édition et imprimerie	5 485	6 604	6 314	0,4	-4,4	0,0
- Activités des industries chimiques	13 740	11 339	16 413	1,0	44,7	0,3
- Matériaux de construction	37 477	34 018	45 316	2,9	33,2	0,8
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	18 205	17 748	9 883	0,6	-44,3	-0,5
- Fabrication de machines et de matériels divers	4 434	3 618	1 186	0,1	-67,2	-0,2
- Autres activités manufacturières et de récupération	2 678	1 832	1 495	0,1	-18,4	0,0
Électricité, Eau et Gaz	36 075	40 756	54 029	3,4	32,6	0,9
Construction	37 497	35 493	52 866	3,3	48,9	1,2
Secteur tertiaire	620 311	679 563	723 206	45,7	6,4	2,9
Commerce	124 724	134 958	136 722	8,6	1,3	0,1
Activités d'hébergement et de restauration	16 216	7 014	5 031	0,3	-28,3	-0,1
Transports, entrepôts et réparation	54 581	54 854	78 730	5,0	43,5	1,6
Poste et Télécommunications	108 616	137 698	103 259	6,5	-25,0	-2,3
Activités financières	48 539	48 352	70 633	4,5	46,1	1,5
Activités de services immobiliers	93 118	93 212	95 795	6,1	2,8	0,2
Activités de services aux entreprises	21 319	18 900	24 273	1,5	28,4	0,4
Administration publique	75 029	86 762	119 815	7,6	38,1	2,2
Éducation	67 398	92 134	91 202	5,8	-1,0	-0,1
Santé et action sociale	15 456	14 711	13 523	0,9	-8,1	-0,1
Activités de services collectifs et personnels	28 435	29 050	39 459	2,5	35,8	0,7
SIFIM	-33 120	-38 082	-55 236	-3,5	45,0	-1,2
TOTAL BRANCHE	1 235 657	1 306 733	1 379 069	87,1	5,5	4,9
Impôts et taxes nets de subvention	163 972	178 263	203 915	12,9	14,4	1,7
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	70 399	68 771	75 904	4,8	10,4	0,5
TVA non déductible	93 573	109 492	128 011	8,1	16,9	1,2
						0,0
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 399 629	1 484 996	1 582 984	100,0	6,6	6,6

Annexe 4: Equilibre Ressources - emplois de l'économie de 2009 à 2011 à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

	2009	Evolution en valeur de 2010 / 2009	2010	Evolution en valeur de 2011 / 2010	2011
Produit intérieur brut (PIB)	1 589 243	6,8%	1 696 878	7,8%	1 829 711
Importations	797 940	13,5%	905 544	29,9%	1 176 527
Total Ressources	2 387 183	9,0%	2 602 422	15,5%	3 006 238
Consommation finale (CF)	1 486 745	7,2%	1 594 057	9,2%	1 740 635
Consommation finale privée	1 304 751	4,8%	1 367 306	4,7%	1 432 214
<i>dont CF des ménages</i>	1 278 834	4,9%	1 340 871	4,7%	1 404 543
<i>CF des ISBL-SM</i>	25 917	2,0%	26 435	4,7%	27 671
Consommation publique	181 994	24,6%	226 751	36,0%	308 421
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	321 071	12,0%	359 596	41,2%	507 735
FBCF Privée	224 322	-1,7%	220 527	38,5%	305 518
FBCF Publique	96 749	43,7%	139 069	45,4%	202 217
Variation des Stocks	14 360	-53,4%	6 698	-673,8%	-38 435
Exportations	565 007	13,6%	642 071	24,0%	796 303
Total Emplois	2 387 183	9,0%	2 602 422	15,5%	3 006 238

Annexe 5: Matrice emploi 2011

Branche d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiales	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture vivrière	44		2	921 967	162 852	1 084 865
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	41	3 323	2			3 366
Elevage				9 494	4 850	14 344
Chasse				464	34	498
Exploitation forestière, cueillette	196		3	724	124	1 047
Pêche				6 586	320	6 906
Extraction de phosphates	1 525					1 525
Autres activités extractives	218	5 527	4			5 749
Abattage, transformation viande ; conserve de poisson	62			2 493	186	2 741
Fabrication des corps gras	217		2	1 127	135	1 481
Fabrication de boissons	832	807	4	11 450	442	13 535
Travail grains et fabrication d'aliments pour animaux ; de produit amylacés	105	1 064	1	1 612	172	2 954
Fabrication d'autres produits alimentaires	615	2 282	180	8 037	1 566	12 680
Egrenage de coton	1 461					1 461
Fabrication d'autres articles textiles, art habillement, de chaussures	60	1 602	1	120 651	71 367	193 681
Travail du bois	631		12	18 576	3 780	22 999
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton	187		4			191
Edition, imprimerie et reproduction et enregistrements sonores	746		50	959	270	2 025
Fabrication de produits chimiques	3 327	3 387	212	2 646	720	10 292
Fabrication de matériaux de construction	649		10	3 357	596	4 612
Fabrication de produits métallurgiques ; d'ouvrages simples en métal	965	248	219	17 703	6 113	25 248
Fabrication de machines et de matériels divers	426	61	6	215	46	754
Activités manufacturières diverses et récupération	1 731	621	183	20 976	4 226	27 737
Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau	2 159		2	2 075		4 236
Construction	2 048		355	66 400	16 476	85 279
Commerce	31 136	14 408	1 632	427 065	18 183	492 424
Réparation	23	925	18	29 090	7 465	37 521
Activités d'hébergement et de restauration	6 673		179	116 767	5 900	129 519
Transports routiers et par conduite	342	13 370	1 589	66 377	10 609	92 287
Transports aériens	347		5			352
Autres transports	72	1 037	1	737	94	1 941
Production de services auxiliaires des transports	5 531	11 254	806			17 591
Activités de poste et de courrier ; télécommunications	3 671		32			3 703
Intermédiation monétaire et financière	6 367					6 367
Assurance	1 472					1 472
Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance	1 440		61			1 501
Activités immobilières	135		29	1 741	64	1 969
Activités de services aux entreprises	6 215		681	11 451	1 178	19 525
Administration publique	28 369	2 612				30 981
Education	48 379	3 312	211			51 902
Activité de santé et action sociale	15 295	134	108	12 962	723	29 222
Activités à caractère collectif ou personnel	16 435	12 964	761	72 759	19 839	122 758
Total Economie par type d'emplois	190 147	78 938	7 365	1 956 461	338 330	2 571 241

Annexe 6.4: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2011

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et		OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total	
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQSnonFin	Unité fictive		soldes comptables	Unité fictive	SQSnonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois		
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 176 527	1 176 527									OP7	Importations								1 176 527		1 176 527	
	796 303		796 303								OP6	Exportations									796 303	796 303	
	3 342 973	3 342 973									OP1	Production	0	1 412 460	100 294	322 342	1 480 206	27 671	3 342 973				3 342 973
	1 739 262			1 739 262	6 013	617 024	110 878	40 963	917 552	46 832	OP2	Consommation intermédiaire										1 739 262	1 739 262
	226 000	226 000									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	226 000				226 000
	1 829 711			1 829 711	21 658	863 182	211 464	59 331	494 908	-46 832	B01	Valeur ajoutée brute	-46 832	494 908	59 331	211 464	863 182	21 658	1 829 711				1 829 711
	380 224		380 224								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services									380 224		380 224
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	410 675		19 055	391 620	12 659	80 367	140 014	23 921	134 659	0	OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	401 322	0	401 322	9 353		410 675	
	277 518		0	277 518	0	3 004	4 805	9 408	34 301	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	277 518	0	0	277 518	0		277 518	
	226 000		0	226 000	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	226 000	0	0	226 000	0		226 000	
	51 518		0	51 518	0	3 004	4 805	9 408	34 301	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	51 518	0	0	51 518	0		51 518	
	1 160 573			1 160 573	8 999	779 811	66 645	26 002	325 948	-46 832	B0A	Revenu d'exploitation	-46 832	325 948	26 002	66 645	779 811	8 999	1 160 573				1 160 573
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	46 832			46 832	0	0	0	46 832	0	0	OD400A	Ajustement pour services bancaires imputés	46 832	0	0	0	0	0	46 832				46 832
	553 181		157 433	395 748	0	27 862	7 376	44 215	316 295	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	125 550	106 406	27 421	228 646	0	488 023	65 158		553 181	
	1 931 688			1 931 688	8 999	1 381 917	364 208	41 361	135 203	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	135 203	41 361	364 208	1 381 917	8 999	1 931 688				1 931 688
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	52 159		0	52 159	0	23 382	0	3 551	25 226	0	OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	52 159	0	0	52 159	0		52 159	
	62 774		0	62 774	0	62 774	0	0	0	0	OD6001	Contributions sociales	0	2 756	537	59 401	80	0	62 774	0		62 774	
	72 798		1 601	71 197	0	2 075	68 831	0	291	0	OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	72 507	0	72 507	291		72 798		
	434 196		162 774	271 422	26 349	65 092	87 399	40 370	52 212	0	OD7	Autres transferts courants	0	52 837	46 712	93 866	160 940	36 934	391 289	42 907		434 196	
	2 052 865			2 052 865	19 584	1 462 121	413 404	44 689	113 067	0	B06	Revenu disponible brut	0	113 067	44 689	413 404	1 462 121	19 584	2 052 865				2 052 865
Compte : II.3 Compte de redistribution du	137 531			137 531	27 671	0	109 860	0	0	0	OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	137 531	0	137 531				137 531
	2 052 865			2 052 865	-8 087	1 599 652	303 544	44 689	113 067	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	113 067	44 689	303 544	1 599 652	-8 087	2 052 865				2 052 865
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	113 067	44 689	413 404	1 462 121	19 584	2 052 865				2 052 865
	1 740 635			1 740 635	27 671	1 404 543	308 421	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale									1 740 635	1 740 635	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	312 230			312 230	-8 087	57 578	104 983	44 689	113 067	0	B08	Épargne brute	0	113 067	44 689	104 983	57 578	-8 087	312 230				312 230
157 070		157 070								B12	Solde des opérations courantes avec l'étranger									157 070		157 070	
Compte : III.1 Compte de capital	507 735			507 735	6 303	96 222	202 217	15 656	187 337	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe										507 735	507 735
	-38 435			-38 435	0	-14 911	0	0	-23 524	0	P52	Variation de stocks										-38 435	-38 435
	0		0	0	0	-5 602	2 672	888	2 042	0	AN2	Actifs non produits											0
	0										OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	4 884	12 525	49 132	61 185	16 055	143 781	0			143 781
	0										OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-12 936	0	0	-12 955	-130 826			-143 781
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	0											B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	117 951	57 214	141 179	118 763	7 968	443 056	26 244		
0		26 244	-26 244	1 665	43 054	-63 710	40 670	-47 904	0	B09	Capacité ou besoin de financement	0	74	-37 695	-10 898	4	0	-48 515	-3 501				-52 016
Compte : III.2 Compte financier	-52 016		-3 501	-48 515	0	4	-10 898	-37 695	74	0	F	Acquisition nette d'actifs financiers...	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF1	Or monétaire et DTS											0
	3		0	3	0	0	3	0	0	0	AF2	Monnaie et dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	23		0	23	0	0	23	0	0	0	AF3	Titres autres que les actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	-53 324		-3 501	-49 823	0	4	-12 206	-37 695	74	0	AF4	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	1 282		0	1 282	0	0	1 282	0	0	0	AF5	Actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF6	Réserves techniques d'assurances	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF7	Autres instruments financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0

Annexe 7: Aperçu méthodologique

La comptabilité nationale fournit une évaluation complète de toutes les activités économiques qui se sont déroulées dans un pays au cours d'une période donnée. Les comptes nationaux sont élaborés suivant une méthodologie internationale appelée le système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 93) qui est un ensemble articulé de comptes macroéconomiques, de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles d'enregistrement donnant une image complète et cohérente de l'économie.

Toutefois, compte tenu des structures économiques très variées des pays et la disponibilité des données statistiques au niveau le plus détaillé possible, le SCN 93 admet une certaine flexibilité donnant la possibilité à chaque pays d'adapter certains concepts et nomenclatures. Ainsi, comme pour les comptes nationaux de 2007 (année de base), la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision (DCNP) a adopté une méthodologie concernant les nomenclatures, les loyers imputés, la consommation du capital fixe de l'administration publique, la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), la production du secteur informel et les statistiques du commerce extérieur.

A- Les nomenclatures

L'utilisation des nomenclatures dans la production des comptes nationaux est indispensable ; car elles facilitent le traitement des données et l'analyse des comptes économiques. Il existe deux grandes catégories de nomenclatures :

- Les nomenclatures standards imposées par le SCN93 et utilisées comme telles par l'ensemble des pays (cas de la nomenclature des secteurs institutionnels et des nomenclatures d'opérations de la comptabilité nationale) ;
- Les nomenclatures adaptables aux réalités économiques de chaque pays (cas des nomenclatures des activités et des produits ainsi que des nomenclatures des modes de production).

Les nomenclatures des activités et des produits utilisées par le Togo sont basées sur les nomenclatures des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et les nomenclatures des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA) qui sont toutes inspirées de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI Révision 3).

Pour les comptes nationaux de 2011 à l'instar des comptes de 2007, ces nomenclatures ont été agrégées par rapport à celles qui ont été utilisées pour les comptes nationaux de 2000. Ainsi, les nomenclatures agrégées comptent 44 branches d'activités au niveau 2 et 91 produits au niveau 3 (le plus détaillé) y compris les corrections territoriales et les produits d'attente.

B- Démarche d'élaboration des comptes nationaux

L'élaboration des comptes nationaux a pour objectif l'estimation de la valeur de l'ensemble des biens et services créés au sein d'une économie au cours d'une année donnée et du revenu

qui s'en dégage. Cette valeur ambivalente est appelée Produit intérieur brut (PIB). L'estimation de cette valeur se fait selon un processus qui comprend quatre étapes principales:

- la mise en place des nomenclatures et de la stratégie d'élaboration des comptes nationaux;
- la collecte et le traitement des sources des données;
- l'élaboration proprement dite (équilibres ressources-Emplois et les comptes de branches);
- les synthèses (TRE, TCEI, TEI et Matrices de qui à qui).

Démarches d'élaboration

La première étape est réalisée lors de l'élaboration de l'année de base qui elle-même est renouvelée théoriquement tous les dix ans. Elle consiste en: (i) la mise en place de toutes les classifications, (ii) l'identification des sources de données potentielles (recensement des faits économiques) et (iii) le choix de la base statistique des comptes nationaux. C'est l'occasion d'adaptation des nomenclatures internationales au contexte du pays.

La seconde étape permet la collecte, le traitement et la mise en forme des données conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN93 et ses adaptations. Elle permet aussi la mise en cohérence de chaque source de données.

L'élaboration proprement dite comprend essentiellement les travaux analytiques. Ces derniers consistent à la conduite des travaux sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit ; les comptes de branches d'activité (CB) tels que retenues dans les nomenclatures adoptées et les matrices de « qui à qui » des secteurs institutionnels (opérations de transferts entre secteurs). Pour ces différentes opérations, l'outil ERETES a été utilisé. Ainsi chaque étape de travail est traduite en activités à mener.

Activités réalisées

Travaux de l'étape 1

- Mise au point des nomenclatures (activités, produits, secteurs, opérations) ;
- Identification des sources des données;
- Choix de l'année de base ;
- Choix de la géométrie des comptes à produire (phase de mise en œuvre du SCN 93).

Travaux de l'étape 2

- Collecte des données sources ;
- Traitement des données sources qui se traduit par les opérations suivantes:
 - ✓ Saisie
 - ✓ Codification
 - ✓ Apurement des fichiers
 - ✓ Transcription des données dans les concepts de la comptabilité nationale

- ✓ Mise en forme pour le chargement dans une base de données
- Travaux transversaux qui consistent à la préparation des données de certaines variables telles que la consommation finale, la formation brute de capital fixe, l'emploi, etc.

Travaux de l'étape 3

- Mise en cohérence interne de chaque source de données ;
- Travaux analytiques qui concernent :
 - ✓ L'élaboration des équilibres ressources – emplois de chaque produit de la nomenclature adoptée
 - ✓ L'élaboration des comptes de branche (compte de production et d'exploitation)
 - ✓ L'élaboration des opérations de transfert entre secteurs institutionnels
- Synthèse intermédiaire qui est l'analyse critique des résultats obtenus et qui se fait variable par variable, opération par opération.

Cette étape se fait de manière itérative afin de faire converger les résultats des différentes approches utilisées. Selon la qualité des résultats, elle peut être répétée trois à quatre fois.

Travaux de l'étape 4

- Synthèse globale de tous les travaux qui doit aboutir à la sortie des tableaux prévus par le cadre central du SCN 93 : Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI);
- Travaux post synthèse (reporter les arbitrages faits lors de la synthèse au niveau détaillé) ;
- Préparation de la publication.

Difficultés rencontrées

L'élaboration des comptes nationaux nécessite la disponibilité des données sources désagrégées avec des niveaux plus détaillés des informations. Pour les travaux des comptes nationaux de 2011, les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- L'accès aux données statistiques dans les délais raisonnables
- Difficulté d'obtention des données sous format facilement exploitable
- Le manque de moyens financiers pour la réalisation des certaines études thématiques
- Le faible effectif du personnel en charge de l'élaboration des comptes nationaux
- L'insuffisance de moyens financiers et matériels pour la production des comptes nationaux.

C- Estimations de quelques agrégats

Loyers imputés

Selon le SCN 93, les loyers imputés désignent la partie non marchande des services de logement produits pour leur propre consommation par les propriétaires-occupants. La valeur des loyers imputés a été obtenue à partir des résultats de l'enquête QUIBB 2011 concernant la rubrique des dépenses de loyer qu'auraient dû payer les ménages non locataires.

Le calcul de la Consommation du capital fixe de l'administration publique

La consommation du capital fixe de l'administration publique (CCF) a été estimée à partir de la formation brute du capital fixe (FBCF) de l'administration publique sur les 15 dernières années réévaluée aux prix de 2007 en utilisant le déflateur du produit intérieur brut (base 100 en 2000). Les 15 années correspondent à la durée de vie moyenne des investissements de l'administration publique (tous produits confondus).

La FBCF réévaluée de chaque année compte pour 1/15^{ème} dans le calcul de la consommation du capital fixe (CCF) et la série de FBCF sur laquelle est calculée la CCF s'étend de 1993 à 2007. La CCF de l'année en cours est alors calculée comme la somme du quinzième de la FBCF des 15 dernières années, réévaluée aux prix de l'année en cours. La réévaluation est faite à partir du déflateur du PIB, car celui de la FBCF n'étant pas connu.

La production du secteur informel

Pour les besoins de la comptabilité nationale, la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision a réalisé en 2009, une enquête légère sur le secteur informel à Lomé afin de disposer de la structure de production des unités informelles. Les résultats de cette enquête ont été complétés au besoin par celui de l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel réalisée en 2001 dans la capitale.

La production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

En vue de mesurer leur apport à la création de la richesse nationale, une enquête a été réalisée en 2009 auprès de 242 ONG. La base de sondage utilisée est le répertoire de 325 ONG en activité au Togo élaborée par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a également été utilisée. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La production des ONG est mesurée par la somme des coûts de production (consommation de biens et services, rémunération des salariés, consommation de capital fixe). Il a été supposé de plus que les dépenses liées aux projets se répartissent en dépenses de FBCF, dépenses de consommations intermédiaires et dépenses de rémunération des salariés. Ainsi, la production de chaque ONG est mesurée par la somme de ses coûts de production (y compris une estimation de la consommation de capital fixe évaluée forfaitairement à partir de la FBCF de l'année courante). Cette production est ensuite répartie par produit, à partir des déclarations des ONG concernant leurs domaines d'activités.

Les statistiques du commerce extérieur

Dans le souci de cerner l'ensemble des contours des flux commerciaux informels et de consolider les statistiques du commerce extérieur, la DGSCN a réalisé au cours de l'année 2010, une enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés ou flux informels avec la Commission de l'UEMOA. Les résultats de cette enquête pilote d'une durée de deux semaines qui s'est déroulée seulement sur les corridors des frontières du Togo avec le Bénin et le Burkina Faso ont été exploités pour l'élaboration des comptes nationaux de 2007 en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur.

Le calcul de la production de la construction

La branche « Construction » dans la nomenclature des comptes nationaux du Togo comporte deux (02) produits à savoir « Travaux publics » et « Construction de bâtiments ». C'est l'ensemble de ces produits qu'on appelle communément « Bâtiments et Travaux publics » (BTP).

Pour l'évaluation de la production de la branche, la principale source utilisée est les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises qui exercent dans la branche BTP. Mais l'évaluation de la formation brute du capital fixe (FBCF) en BTP, provient de la demande de BTP des différents secteurs institutionnels. Les sources utilisées pour évaluer cette demande sont :

- Pour les administrations publiques
 - ✓ Le budget d'investissement et d'équipement (BIE) pour les données concernant l'Etat
 - ✓ Les DSF des administrations de sécurité sociale
 - ✓ Le budget des collectivités locales
- Pour les sociétés (financières et non financières) : les DEC2080 et les DSF.
- Pour les ménages, la demande est déterminée à partir des données de l'enquête QUIBB 2011 où le module N (DEPENSES MOINS COURANTES DE CONSOMMATION) du questionnaire comporte une rubrique intitulée « Dépenses de construction de maison au cours des 12 derniers mois ». Les dépenses évaluées sont celles des fournitures de construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.) et la main d'œuvre (services de maçon, peintre, menuisier, plombier, électricien, carreleur, charpentier, soudeur, etc.).

Par ailleurs, les dépenses d'auto construction des ménages ont été également évaluées sur la base d'hypothèses.

Il importe de noter que la production de construction pour compte propre des ménages, en l'absence d'un marché, doit être évaluée aux coûts de production. Cependant, la construction pour compte propre des ménages ne fait probablement pas intervenir l'utilisation d'équipements et de matériaux lourds et en conséquence, la valeur de la consommation de capital fixe peut être négligée. L'évaluation de la production par les coûts intègre la valeur totale du travail fourni, même s'il est fourni à titre gratuit.

Les hypothèses retenues sont donc les suivantes :

- ✓ Les dépenses d'auto construction sont essentiellement le fait des ménages ruraux
- ✓ Pour estimer la taille des ménages ruraux, on part de l'estimation de la population totale et de la population rurale

- ✓ Connaissant la taille moyenne des ménages, on divise la population rurale par cette taille pour connaître l'effectif des nouveaux ménages
- ✓ L'effectif des nouveaux ménages est supposé égal au nombre de nouveaux logements construits

Ainsi, la formation brute du capital fixe en construction de bâtiment de l'informel comprend la valeur actualisée des données de l'enquête QUIBB 2011 augmentée et de l'auto construction des ménages. L'actualisation des données est faite à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des différents produits qui entrent dans la construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.).

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

La valeur des SIFIM est égale à la valeur des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers moins les intérêts qu'ils ont à payer. Pour les sociétés financières, la valeur des SIFIM est égale aux intérêts à recevoir moins les intérêts à payer.

GLOSSAIRE

Activité principale

L'activité principale d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

Activité secondaire

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

Administrations publiques (comme unités institutionnelles)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

Administrations de sécurité sociale

Les administrations de sécurité sociale peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

Administrations locales

Les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Dans le contexte du Togo, les administrations publiques locales correspondent aux communes et aux préfectures.

Aides à l'investissement

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

Autres transferts courants

Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Autres transferts en capital

Les autres transferts en capital comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

Besoin/Capacité de financement

La capacité de financement est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

Biens

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

Branche d'activité

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN est la CITI (Rev 3).

Consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

Consommation finale

La consommation finale regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale effective des administrations publiques

La consommation finale effective des administrations publiques est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

Consommation finale effective des ISBLSM

Il n'y a pas de consommation finale effective des ISBLSM parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

Consommation finale effective des ménages

La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

Déflateur

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

Dépense de consommation finale des administrations publiques

La dépense de consommation finale des administrations publiques consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

Dépense de consommation finale des ISBLSM

La dépense de consommation finale des ISBLSM comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Dépense finale

La dépense finale regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dépense imputée

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est imputée à la dépense correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

Excédent d'exploitation

L'excédent d'exploitation mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Formation brute de capital

La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Impôt sur un produit

Par impôt sur un produit, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

Impôts

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

Indicateur de pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut acheter dans son pays de résidence suivant l'unité monétaire encours. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l'indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l'indice du revenu et l'indice des prix.

Indice de prix

Un indice de prix est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

Indice de quantité

Un indice de quantité est construit à partir d'informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l'indice de quantité n'a aucune signification économique s'il repose sur l'addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu'il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

Institutions sans but lucratif

Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ménage

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont constituées de la rémunération des facteurs de production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

Prix c.a.f.

Le prix c.a.f. (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point où le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

Prix constants

Les mesures à prix constants sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

Prix de base

Le prix de base est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix du marché

Le prix du marché pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

Prix du producteur

Le prix du producteur est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix f.a.b.

Le prix f.a.b. (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

Production marchande

La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulee autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulee sur le marché.

Production non marchande –autre

L'autre production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

Production pour usage final propre

La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production

Dans *l'optique de la production*, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses

Dans *l'optique des dépenses*, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu

Dans *l'optique du revenu*, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

Rémunération des salariés

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

Reste du monde

Le reste du monde comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

Secteurs Institutionnels

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)
- Les administrations publiques (APU)
- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)

- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

SCN (Système de comptabilité nationale)

Le Système de comptabilité nationale (SCN) se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

Secteur informel

Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Subventions

Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Taux de couverture

Dans le commerce extérieur, le taux de couverture des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

Taux de croissance réel du PIB

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année $n - 1$

Taux de pénétration

Dans le commerce extérieur, le taux de pénétration exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

Taux d'ouverture de l'économie

Le taux d'ouverture de l'économie est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital, alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

Transfert

Un transfert est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

Transferts en nature

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

Transferts sociaux en nature

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.